

*Initiatives ministérielles*

sociaux et des programmes du travail. C'est dans cette direction qu'il faut désormais marcher.

Si nous sommes sérieux dans notre volonté de poursuivre cette discussion d'une manière positive, il est important d'adopter ce projet de loi dès maintenant et de nous mettre à la tâche en vue d'établir de nouveaux et de meilleurs partenariats les uns avec les autres.

Pendant que certains députés s'inquiètent des rafles de pouvoirs de la part du gouvernement fédéral, le ministère du Développement des ressources humaines fait son boulot avec les Québécois et, bien entendu, avec le gouvernement du Québec. Invoquant le respect des champs de compétence, les gens du Bloc souhaiteraient que nous ne fassions rien. Eh bien, disons plutôt ceci: au nom du progrès et du changement manifestement voulus au Québec, nous trouvons des façons de mieux faire notre travail.

• (1245)

La population canadienne, et celle du Québec également, sait bien que le gouvernement fédéral a un rôle légitime à jouer dans le domaine du développement et de la main-d'oeuvre. Alors mettons les choses au clair et disons les choses comme elles doivent être dites.

Nous avons eu l'exemple, l'illustration l'autre jour qu'il y a un besoin urgent de la participation du gouvernement du Canada par ses instances, ses sociétés de développement communautaire qui sont très présentes dans chaque MRC du Québec, ainsi que le Bureau fédéral de développement régional, qui donne toujours ce coup de pouce bien voulu et souhaitable pour relancer les petites entreprises au Québec. Je peux aussi vous citer d'autres exemples comme la Banque fédérale de développement. Quand c'est le temps de trouver un partenaire pour lancer une petite entreprise au Québec, surtout dans les régions éloignées, il est toujours bien vu de recevoir ces montants additionnels qui sont justement investis par le gouvernement fédéral.

Autre chose, j'ai l'intention de vous exposer un certain cas qui a eu lieu dans mon comté ces dernières semaines. Tout au long de la campagne référendaire, dans le comté de Bonaventure, il y avait justement le ministre responsable de l'Agriculture, qui est d'ailleurs mon député provincial au Québec, qui exigeait la participation du gouvernement du Canada dans la relance, dans la création si vous voulez, d'une industrie laitière en Gaspésie. On était d'accord, on s'est mis d'accord grâce aux pressions de ce ministre à investir des sommes du gouvernement du Canada afin de créer une fromagerie en région. Cependant, ce qui s'est passé le lendemain du référendum, c'est que ce même ministre qui nous a mis au défi d'investir, a renié sa parole. Il a décidé, par l'entremise de ses programmes et de ses fonctionnaires provinciaux, que le contrat ne tenait plus. C'est cela que je trouve malheureux et, fort heureusement, le gouvernement fédéral est présent parce que ce même gouvernement du Québec a renié sa parole à développer une industrie importante au Québec, surtout dans ma région, dite défavorisée.

Le gouvernement fédéral s'est également engagé à aider les personnes touchées par des circonstances particulières qui ne sont pas limitées à une seule province. C'est le cas des travailleurs âgés dont l'emploi a été mis en péril par la restructuration

de l'économie. C'est également le cas de certains travailleurs de la pêche, par exemple. On a bien entendu parlé du programme compensatoire. Au Québec, on a investi 100 millions de dollars pour soutenir ceux qui ont été touchés par ce moratoire. On investit encore des sommes considérables afin de trouver des nouveaux marchés pour des espèces sous-développées. Comme on le sait, c'est le fédéral, heureusement d'ailleurs, qui s'occupe de la gestion des pêches dans le golfe et ailleurs, mais une fois que le poisson se rend au quai, cela devient désormais la responsabilité de la province. Alors, c'est à Québec d'émettre des permis d'opération d'usines de transformation, mais, malheureusement, Québec refuse toujours d'investir les sommes nécessaires à donner une chance à nos entrepreneurs locaux de se diversifier dans la production maritime, surtout dans des espèces sous-développées telles que le maquereau et le hareng.

On a toutes sortes d'exemples de ce genre au Québec qui, malheureusement démontrent l'intransigeance et le fait que le Québec n'est pas nécessairement à l'écoute des vrais besoins de la population. Quand j'ai entendu dire par les députés de l'opposition: «Tout ce qu'on veut c'est la décentralisation, tout ce qu'on veut c'est que le Québec puisse prendre une décision finale», a-t-on seulement parlé de la SQDM? Mais on n'a jamais parlé que, au gouvernement fédéral, avec des employés à majorité, comme on dit au Bloc probablement, Québécois pure-laine, on a des gens qui travaillent dans la fonction publique qui sont originaires des Îles-de-la-Madeleine, bien entendu, de Bonaventure et de l'ensemble du Québec. Ces gens-là ont un souci non seulement en tant que fonctionnaires fédéraux, mais ils ont un souci personnel à assurer un service adéquat et convenable à la population.

• (1250)

Dans tous les discours que j'ai entendus ce matin, il n'y a personne du Bloc, il n'y a personne de l'opposition qui nous a donné une bonne idée. Tout ce qu'on disait, c'est que tout ce qui se passe au Québec, en ce moment, c'est la faute du fédéral. D'ailleurs, ce que je trouve regrettable, c'est qu'on ne tient pas compte du verdict populaire. Déjà, on nous parle d'un troisième référendum au Québec. Monsieur le Président, je vous le dis ici, je le dis devant mes commettants, je le dis devant l'est du Québec, je le dis devant les Québécois, c'est le non qui a remporté la victoire, le 30 octobre dernier.

Je crois que c'est à un engagement qu'on s'attend de la part du chef sortant de l'opposition quand il sera, sûrement, premier ministre du Québec—je lui souhaite bonne chance, soit dit en passant. Il doit s'engager. D'ailleurs, il l'a fait et les gens du gouvernement du Parti québécois se sont engagés publiquement à travailler de concert avec le gouvernement canadien. Je crois que les Québécois en ont assez des débats constitutionnels stériles. Nous voulons remettre les Québécois au travail et tout cela se fera au sein de la fédération canadienne.

On a fait la démonstration, tout au long du référendum, que si le Québec quittait la fédération canadienne, il y aurait une perte de plusieurs milliards de dollars en investissements fédéraux. Il y aurait des pertes considérables qui coûteraient sûrement très cher aux particuliers, mais surtout aux gens les plus démunis de la province de Québec. Je crois qu'on est arrivé à un moment de